



La tourmente à Wall Street se poursuit

Par [Nick Beams](#)

Mondialisation.ca, 13 décembre 2018

[wsws.org](#) 11 décembre 2018

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Wall Street a connu une autre journée mouvementée hier avec un Dow Jones se situant dans une fourchette de plus de 600 points. Il a clôturé en légère hausse, de 34 points, après avoir perdu plus de 500 points dans les deux premières heures de négociation.

Les turbulences sur les marchés sont le résultat de plusieurs facteurs, notamment : la décision du Premier ministre britannique, Theresa May, de ne pas risquer un vote parlementaire sur l'accord du Brexit avec l'Union européenne ; une décision judiciaire chinoise rendue sur un procès par la société américaine de haute technologie Qualcomm contre Apple ; les inquiétudes concernant la croissance aux États-Unis et dans l'économie mondiale ; et les conséquences de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine.

La nouvelle que May avait mis un terme au vote au Parlement, après avoir déclaré qu'elle risquait d'être battue par une « marge significative », a fait chuter les actions au cours de la séance du matin lorsque le Premier ministre a annoncé qu'elle commencerait une tournée des capitales européennes pour trouver une meilleure solution.

La directrice générale du groupe de lobbying des entreprises CBI, Carolyn Fairbairn, a résumé l'état d'esprit dans le monde de l'entreprise, décrivant la décision comme un « autre coup » pour les entreprises en quête de clarté.

« Les plans d'investissement ont été suspendus pendant deux ans et demi. Si un accord n'est pas conclu rapidement, le pays risque de glisser vers une crise nationale », a-t-elle dit.

Mais il n'y a pratiquement aucune perspective de solution rapide. Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a déclaré que l'UE était prête à discuter de la manière de « faciliter » l'accord avec le Royaume-Uni, mais qu'il n'y aurait pas de renégociation et que May n'a pas indiqué quand elle pourrait présenter un accord révisé au Parlement.

Des informations en provenance de Chine selon lesquelles un tribunal avait statué en faveur de Qualcomm contre Apple au sujet de la propriété intellectuelle et avait interdit la vente de modèles d'iPhone ont constitué un autre facteur de la chute initiale du marché. Le tribunal populaire intermédiaire de Fuzhou a accordé une injonction préliminaire contre Apple après l'avoir jugée en violation de deux brevets Qualcomm.

Qualcomm a déclaré que cette décision signifiait que quatre filiales d'Apple n'avaient pas le droit d'importer et de vendre sept modèles, mais Apple conteste cette interprétation en affirmant qu'elle s'applique uniquement aux téléphones fonctionnant sur un ancien système d'exploitation.

Quel que soit le résultat immédiat, la décision est un autre coup dur pour Apple, qui compte sur la Chine pour 20 pour cent de son marché mondial dans des conditions où les ventes de ses derniers modèles ont été inférieures aux attentes. La valeur marchande d'Apple, qui a dépassé les 1000 milliards de dollars plus tôt cette année, a chuté de 250 milliards de dollars depuis lors.

L'amertume du conflit entre les deux géants américains de la technologie, qui dure depuis deux ans, a été soulignée par une déclaration d'Apple sur cette décision.

« Les efforts de Qualcomm pour interdire nos produits sont un autre geste désespéré de la part d'une entreprise dont les pratiques illégales font l'objet d'une enquête de la part des autorités réglementaires du monde entier », Apple, a-t-il déclaré.

Dans un communiqué, Qualcomm a déclaré que, bien qu'elle ait rarement recours aux tribunaux pour obtenir de l'aide, « nous sommes également convaincus de la nécessité de protéger les droits de propriété intellectuelle » et Apple « continue à bénéficier de notre propriété intellectuelle tout en refusant de nous indemniser ».

Étant donné que l'une des principales accusations portées par les États-Unis contre Pékin est que les entreprises chinoises volent la propriété intellectuelle américaine, il est quelque peu ironique de constater qu'une bataille féroce entre deux géants américains de la technologie pour le vol de propriété intellectuelle se déroule dans un tribunal chinois.

Les inquiétudes au sujet de la croissance mondiale ont été un autre facteur important de la baisse et de la volatilité continues des marchés américains. Les signes d'un ralentissement se reflètent dans la chute des prix des matières premières.

La chute la plus forte est dans le prix du pétrole, en baisse de 30 pour cent depuis le début du mois d'octobre. Le prix du cuivre, autre indicateur clé de la production industrielle, est en baisse de 17 pour cent par rapport aux niveaux atteints plus tôt cette année. L'un des facteurs clés est le ralentissement de l'économie chinoise, qui a connu son taux de croissance le plus bas en dix ans au troisième trimestre, avec des signes indiquant qu'il pourrait encore baisser.

Il y a également des signes d'un ralentissement au Japon, le gouvernement signalant que son économie s'est contractée à un taux annualisé de 2,5 pour cent au troisième trimestre. Alors que l'on attribue cette situation à une série de catastrophes naturelles et que l'on prévoit un « rebond » de l'économie, on s'inquiète de la croissance future.

Kiichi Murshima, économiste chez Citi à Tokyo, a déclaré au *Financial Times* qu'avec « le ralentissement de l'économie mondiale et de l'activité chinoise en particulier, l'incertitude demeure quant à l'ampleur du rebond des exportations de biens au quatrième trimestre ».

Les marchés boursiers mondiaux pourraient également être fortement affectés par un ralentissement de l'économie américaine.

« L'année prochaine va être difficile parce que je pense que l'un des principaux changements de cette année est que les États-Unis vont ralentir », a déclaré lundi Christian Mueller-Glissmann, analyste senior chez Goldman Sachs, à la chaîne économique CNBC.

« Nous nous attendons à ce que les États-Unis ralentissent à moins de 2 pour cent d'ici la fin de l'année prochaine et, de ce fait, vous pourriez voir le marché devenir assez effrayé », a-t-

il déclaré.

Mueller-Glissmann a également souligné l'effet de l'éruption de la lutte des classes en France, illustrée par le mouvement des Gilets Jaunes. Il a déclaré que les préoccupations antérieures étaient centrées sur l'Italie et son conflit avec l'UE au sujet de son budget, mais que cela pourrait changer.

« L'année prochaine, l'accent pourrait être mis sur l'Europe élargie pour d'autres raisons », a-t-il dit. « Nous avons des élections au Parlement européen, nous avons une instabilité relative en Allemagne et en France ces jours-ci, et je pense que cela pourrait devenir une histoire plus importante que l'Italie ».

Un autre poids majeur sur les marchés financiers américains est l'effet de la guerre économique contre la Chine qui s'est intensifiée la semaine dernière avec l'arrestation au Canada de Meng Wanzhou, un dirigeant clé du géant chinois des communications Huawei à la demande du ministère américain de la Justice, pour fraude présumée dans des affaires avec l'Iran au mépris des interdictions américaines.

Dans un entretien télévisé la semaine dernière, avant l'annonce de l'arrestation, l'ancien président de Morgan Stanley Asie, Stephen Roach, s'est appuyé sur les mesures anti-Chine prises par les États-Unis en vertu de l'article 301 de la Loi de Commerce de 1974, avec un rapport publié en mars dernier par Robert Lighthizer, représentant américain au Commerce.

« Je dois dire à contrecœur que ce rapport présente des arguments très faibles pour justifier les tarifs douaniers et le risque d'une guerre commerciale », a déclaré Roach, aujourd'hui chercheur principal de l'Université de Yale à CNBC.

L'Administration Trump a accusé la Chine de transferts technologiques forcés, utilisant des politiques prédatrices de fusions et d'acquisitions et de piratage informatique pour voler la propriété intellectuelle.

Roach a déclaré qu'il n'y avait « aucune preuve » que la Chine avait imposé des transferts de technologie par le biais de coentreprises, que les données n'étaient pas l'allégation de politiques prédatrices de fusion et d'acquisition et qu'il n'y avait aucune nouvelle preuve de cyberpiratage chinois depuis 2015.

« Nous devons être beaucoup plus basés sur les faits, ce qui est toujours un problème, je pense, avec l'Administration Trump », a-t-il dit.

Cependant, comme l'arrestation de Meng Wanzhou l'a révélé, la guerre économique contre la Chine n'est pas seulement menée par l'Administration Trump, mais aussi par l'appareil permanent de renseignement et militaire de « l'État profond » qui considère l'essor économique de Beijing comme une menace existentielle à la dominance économique et militaire des États-Unis, et est déterminé à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'empêcher.

Nick Beams

Article paru d'abord en anglais, WSWWS, le 11 décembre 2018

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Nick Beams](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2018

Articles Par : [Nick Beams](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca